

EMIRATS ARABES UNISLoi de 1970 sur les antiquités et les fouilles(loi n° 8 de l'année 1970)

Nous, Zayed Ben-Sultan Al-Nahian, ordonnons la promulgation de la loi ci-après :

DENOMINATION ET ENTREE EN VIGUEUR

La présente loi a été signée le 2 août 1970

1. La présente loi sera dite "Loi de 1970 sur les antiquités et les fouilles", et entrera en vigueur à partir de la date de sa signature.

DEFINITIONS

2. Aux fins de la présente loi et à moins que le contexte n'indique qu'il en est autrement, les expressions et mots suivants auront l'acception indiquée au regard de chacun d'eux :

ANTIQUITES :*

- I. Tout instrument ou édifice utilisé ou créé par l'homme il y a plus de 150 ans.
- II. Toute inscription, sous quelque forme que ce soit, faite par l'homme il y a plus de 150 ans.
- III. Les restes de toute créature ayant vécu il y a mille ans au moins.

FOUILLES :

Les "fouilles" comprennent tout déblayage ou enlèvement de débris couvrant tout édifice érigé au-dessus de la surface du sol.

*Note du traducteur : le texte arabe qui suit omet précisément l'expression ou le mot dont il entend préciser l'acception. Il semble qu'il s'agisse du terme "antiquités", qui devrait s'entendre au sens des trois points énumérés. Le titre ANTIQUITES a donc été délibérément ajouté par le traducteur pour donner un sens au texte.

LES ANTIQUITES APPARTENANT AU GOUVERNEMENT

3. Toutes antiquités n'appartenant à personne lors de l'entrée en vigueur de la présente loi seront réputées appartenant au gouvernement.

EXPROPRIATION DES ANTIQUITES APPARTENANT AUX INDIVIDUS

4. Toutes antiquités appartenant à des individus peuvent être expropriées par le gouvernement après paiement d'une indemnité.

INTERDICTION DE FAIRE DES FOUILLES

5. Il est interdit, sauf à l'administration de l'Information et du Tourisme, ^{ou} de faire des excavations/des fouilles archéologiques.

AUTORISATION AUX INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES

6. L'interdiction prévue à l'article précédent ne s'applique point à toute institut ou institution scientifique ou culturel, ni à tout musée. Toutefois l'autorisation ne sera pas accordée à ces instituts, institutions ou musées s'ils ne disposent pas :

- (a) de sources adéquates de financement
- (b) d'un effectif administratif et technique compétent
- (c) d'un matériel approprié pour les fouilles

7. (présumé)*. Il appartient à l'administration de l'Information et du Tourisme de demander tous renseignements, informations ou garanties pour s'assurer de l'inexistence d'une violation de l'article précédent.

PERMIS

8. (présumé) A toute personne autorisée à faire des fouilles archéologiques conformément à l'article 6 il sera délivré un permis déterminant l'aire couverte par l'autorisation et les conditions auxquelles celle-ci est accordée.

* Par une erreur matérielle évidente cet article 7 "présumé" figure dans le texte arabe comme alinéa (d) de l'article 6, et l'article 8 "présumé" ne porte pas de numéro dans ce texte.

DUREE DU PERMIS

9. Le permis est valide pour une durée de quatre ans. L'administration de l'Information et du Tourisme peut fixer une durée plus courte.

EXPIRATION DU PERMIS

10. Nonobstant les dispositions de l'article précédent, sera considéré périmé tout permis dont la durée est en cours mais qui se rapporte à des excavations ou fouilles interrompues depuis 30 mois.

ANNULATION DU PERMIS A L'EXPIRATION

11. Nonobstant les articles précédents tout permis dont le détenteur aura enfreint les dispositions ou conditions de la présente loi pourra être annulé, et tout permis périmé est renouvelable.

INDICATION DES CAUSES DE L'ANNULATION

12. (I) A tout détenteur d'un permis annulé conformément à l'article précédent les causes de l'annulation seront indiquées par écrit.
- (II) L'alinéa précédent ne saurait justifier une intervention des tribunaux.

LE REGISTRE

13. (I) Toute personne procédant à des fouilles archéologiques tiendra un registre, dans les formes prévues, où il consignera les antiquités qu'il aura découvertes.
- (II) Cette consignation se fera avec des détails suffisants pour permettre l'identification des antiquités.
- (III) (a) L'administration de l'Information et du Tourisme pourra, à tout moment, prendre connaissance du registre créé conformément au présent article.
- (b) A la fin de chaque saison de travail une copie de ce registre sera remise à l'administration de l'Information et du Tourisme.

RAPPORT SUR LES TRAVAUX D'EXCAVATION ET DE FOUILLE

14. L'administration de l'Information et du Tourisme peut demander à toute personne détentrice d'un permis de fouille, de présenter un rapport sur les travaux d'excavation et de fouille qu'elle entreprend, une semaine après la fin de la saison de travail.

LES ANTIQUITES

15. Les antiquités découvertes par une personne autorisée à pratiquer excavations et fouilles conformément aux dispositions de la présente loi, seront réparties entre elle et le gouvernement. La décision de l'administration de l'Information et du Tourisme au sujet du partage sera définitive.

EXPORTATION DES ANTIQUITES

16. Aucune antiquité ne peut être exportée sans l'autorisation de l'administration de l'Information et du Tourisme.

SANCTIONS

17. Toute personne enfreignant les dispositions de la présente loi sera passible d'une amende ne dépassant pas 1.000 dinars ou d'une réclusion ne dépassant pas six mois, ou des deux peines à la fois.

REGLEMENTS D'EXECUTION

18. Le Chef de l'administration de l'Information et du Tourisme mettra la présente loi à exécution. Il lui appartient d'établir des règlements pour en assurer l'exécution dans les meilleures conditions, notamment en ce qui concerne

- (I) Les conditions d'octroi du permis
- (II) La forme et les modalités de tenue du registre
- (III) la répartition des antiquités découvertes
- (IV) Le mode d'évaluation des indemnités dues pour les antiquités expropriées.